



LUC ALLAIRE

Francophonie syndicale Solidaires de l'éducation pour tous !

Christian Payeur

Directeur du Service de l'action professionnelle et sociale

L'accès à l'éducation pour tous figure au premier rang des enjeux démocratiques, particulièrement en Afrique francophone. Accroître les niveaux d'éducation et permettre l'accession des populations à un développement humain durable demeurent des défis de taille au sein de l'espace francophone.

Recul et piétinement de l'accès à l'éducation

Pourtant, les objectifs d'accès à l'éducation pour tous fixés à Jomtien pour 2005 ont été reportés à 2015 à Dakar en 2000. Le bilan soumis alors souligne le chemin à parcourir : en 2000, on compte 104 millions d'enfants non scolarisés, dont 57 % sont des filles ainsi que 860 millions d'adultes analphabètes, dont les deux tiers sont des femmes. Selon le *Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous (EPT)* pour 2003-2004¹, c'est en Afrique subsaharienne que le nombre de filles non scolarisées est le plus élevé. De plus, dans 26 pays, dont 19 pays d'Afrique subsaharienne, moins de 30 % du groupe d'âge de l'enseignement secondaire est scolarisé.

Les effets des politiques de la Banque mondiale

On note aussi que parmi les obstacles les plus importants à l'amélioration de

la qualité de l'éducation, il y a le nombre d'élèves par classe, la faible formation pédagogique des enseignantes et des enseignants et le niveau insuffisant des investissements en éducation. Les politiques de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international contribuent à une détérioration marquée de la situation, s'attaquant particulièrement au statut des enseignantes et des enseignants. À tel point que, dans plusieurs pays de l'Afrique subsaharienne, la situation de l'accès à l'éducation a régressé plutôt que de progresser.

La solidarité syndicale se renforce

Depuis sa participation à la création du Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation (CSFEF) en 1987, l'action de la CSQ au sein de la francophonie vise le développement d'une solidarité active en faveur du respect et de la promotion des droits de l'homme. Si la francophonie a été longtemps perçue comme un peu folklorique, plusieurs signes d'évolution sont perceptibles. L'action des organisations de la société civile et, au premier titre, des organisations syndicales du milieu de l'éducation, a contribué à faire de la francophonie un espace politique où la solidarité permet de faire avancer les choses.

Le défi de l'accès à l'éducation pour tous prend un sens particulier au sein de la francophonie et devrait constituer

l'axe majeur d'une action solidaire pour un développement durable. C'est dans cet esprit que les participantes et les participants à la Rencontre du CSFEF, tenue à Ouagadougou en septembre 2004, ont décidé d'agir.

Comment les syndicats de l'enseignement peuvent-ils mieux contribuer à l'atteinte de l'accès à l'éducation pour tous ? Que pouvons-nous proposer pour favoriser un meilleur accès des filles à l'éducation ? Comment devons-nous aborder le problème du financement de l'éducation ? Quelle contribution pouvons-nous apporter à l'amélioration de l'enseignement du français et des langues nationales ? Ce questionnement a amené le CSFEF à établir comme priorités de renforcer l'expertise syndicale sur ces questions, d'accroître ses capa-

Dans plusieurs pays africains, l'accès à l'éducation a régressé.

cités d'action professionnelle à l'égard du financement de l'éducation et de l'atteinte effective de cet objectif de l'accès à l'éducation pour tous et en particulier pour les filles. D'ailleurs, le rapport de l'UNESCO sur l'éducation pour tous souligne l'importance de la participation de la société civile pour l'établissement du dialogue social indispensable à l'atteinte des objectifs de ce programme. Cependant, l'UNESCO constate que les organisations non gouvernementales (ONG) ne disposent pas des ressources et du temps nécessaires pour participer au dialogue sur les politiques. De là l'intérêt de renforcer notre solidarité active. Voilà pourquoi le CSFEF a aussi décidé de travailler à la mise sur pied d'un Centre francophone de recherche et de développement syndical pour les organisations enseignantes.

¹ UNESCO, *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2003-2004, Résumé du rapport, Genre et éducation pour tous, Le pari de l'égalité*, Paris, 2003.